

LE RÔLE DE LA RÉGLEMENTATION POUR FAVORISER L'ADOPTION DES ÉNERGIES PROPRES

L'adoption par le public des énergies propres dépend souvent des dirigeants politiques, ainsi que de l'environnement institutionnel et économique du jour. Conséquemment, les décideurs doivent tenir compte de ces facteurs dans leur analyse pour inciter le public à adopter les énergies propres maintenant et faciliter la création de nouvelles normes sociales en vue de solidifier cette pratique et de lui permettre de résister à la volatilité future.

PROCHAINES ÉTAPES

L'un des défis majeurs est de convaincre ceux qui ne sont pas convaincus de la nécessité de l'adoption des énergies propres. Une des tactiques efficaces est de souligner les avantages personnels que cela apporte aux gens. En d'autres termes, éloigner la discussion des changements climatiques à un niveau macro et mettre l'accent sur les avantages des énergies propres au niveau micro peut susciter un plus grand enthousiasme chez le public quant à l'adoption des énergies propres.

Impacts

- **Réglementation intelligente** : Politiques qui résistent aux changements d'administration politique.
- **Volatilité politique et économique** : Prévenir l'annulation de politiques à long terme par une administration politique future, ou le maintien des politiques en cas d'une période de difficultés économiques.
- **Développement durable** : Apprendre des erreurs passées, trouver des solutions à des problèmes locaux, développement et innovation ascendants.
- **Orientation régionale** : Besoins infranationaux, accent sur les régions géographiques plutôt que sur l'ensemble du pays.

ANALYSE

Atténuation de la volatilité politique

Le fait que des administrations subséquentes puissent toujours changer les politiques entache la faisabilité politique de l'adoption à long terme des énergies propres. Certains dirigeants politiques,

une fois au pouvoir, peuvent complètement **révoquer les politiques énergétiques d'une administration précédente** et installer leur propre stratégie ou abandonner complètement la stratégie.

Économie comportementale et procrastination

Les spécialistes de l'économie comportementale offrent certaines solutions qui peuvent favoriser des tactiques à long terme à l'épreuve du changement.

Les énergies propres constituent une question **propice à la procrastination**, car le public croit de façon générale que ses effets ultimes ne les toucheraient pas directement. Conséquemment, pour encourager l'adoption par le public des énergies propres, il faut s'éloigner du débat sur les changements climatiques au niveau macro et mettre plutôt l'accent sur les avantages au niveau micro de l'adoption des énergies propres, tels des avantages économiques, comme la création d'emplois, la diversification, et la création de nouvelles infrastructures et de nouveaux modèles d'affaires. L'exemple des parcs éoliens au large de la Nouvelle-Angleterre est très révélateur. Le projet en soi ne concernait pas autant les changements climatiques que la **création d'emplois dans l'état**. Cette stratégie a galvanisé le soutien immédiat du public au profit de cette initiative.

Une autre façon de modifier le parti-pris du public à l'égard des changements climatiques est de parler de changements environnementaux plus petits et plus localisés, comme les changements sur le plan des conditions météorologiques locales, des inondations ou de l'érosion dans une région donnée qui touchent directement les gens du coin.

Taxes et redevances sur le carbone

Une taxe ou une redevance sur le carbone pourrait constituer un outil pour changer le comportement du public et générer un revenu au profit de la recherche sur les énergies propres. Plusieurs états et localités imposent une taxe et une redevance sur le carbone pour tenter d'aiguiller le public vers l'efficacité énergétique et l'adoption des énergies propres. Toutefois, il ne s'agit pas du seul outil dont disposent les décideurs et cela ne garantit pas une transition totale vers les énergies propres.

Objectifs différents en fonction de l'administration

Les pays et régions peuvent se donner des objectifs différents et n'auront pas tous les mêmes visées en matière de changements climatiques. Certains s'attarderont davantage à réduire les émissions, alors que d'autres se tourneront vers le développement durable. Chaque administration politique adaptera ses politiques en matière d'énergies propres à ses besoins locaux; il est donc futile de s'attendre à une stratégie uniforme de transition vers les énergies propres à l'échelle mondiale. De plus, les normes culturelles jouent un rôle important dans la transition; par exemple, le mode de perception et de démonstration de la richesse par certaines cultures peut avoir une incidence directe sur la façon dont le public voit et priorise les énergies propres. Dans plusieurs cas, il est possible de modifier ces normes et de les utiliser pour promouvoir la transition vers les énergies propres dans un contexte culturel spécifique.

Finalement, dans le cadre de l'analyse et de la discussion sur la transition vers les énergies propres, il nous faut regarder au-delà de l'Occident. Il faudrait reconnaître les énormes progrès en matière de développement durable réalisés en Afrique et en Asie comme faisant partie d'un mouvement plus large visant à favoriser l'adoption des énergies propres. Pour promouvoir le développement durable dans les pays en développement, il faut apprendre des erreurs passées en matière de transition énergétique dans le monde développé, ainsi que trouver des solutions aux problèmes locaux; et, inversement, le monde développé peut apprendre des erreurs et des solutions émanant du monde en développement.

Dans tous les pays et toutes les régions, le recours à une approche ascendante pour mener à bien la transition vers les énergies propres peut entraîner une plus grande viabilité de l'adoption des énergies propres en matière économique, culturelle et politique pour les joueurs locaux.

Les données présentées dans ce compte-rendu proviennent de la Table ronde sur l'Avenir de l'énergie de l'ICRA. Pour de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez écrire à : briefs@cifar.ca